

Au moment de l'anniversaire des 60 ans du Conseil National de la Résistance, dont le programme a construit le modèle social de la France, les attaques libérales sont massives contre ce dernier. Le MEDEF et les gouvernements successifs n'ont cessé de détruire la sécurité sociale. Après les heures sombres de l'ère Sarkozy, Hollande poursuit dans la même veine.

Face à ce démantèlement de la sécurité sociale, l'UCR CGT a organisé de nombreuses mobilisations devant les préfectures et appelle, de manière unitaire, à une grande manifestation à Paris le 3 juin prochain. Il est en effet impératif de lutter contre le nouveau pacte de responsabilité initié par Hollande en janvier 2014 et dont la mise en œuvre est désormais la feuille de route du gouvernement Valls. Pour la population, ce pacte se résume très simplement : austérité renforcée, sacrifices et reculs sociaux amplifiés pour les retraités, les salariés et leurs familles, nouveaux cadeaux pour le patronat et les grands actionnaires du CAC 40. Il n'aura pour conséquences que de renforcer encore plus la crise et la régression sociale.

Outre les plus de 30 milliards offerts sur un plateau au patronat en exonération de cotisations sociales, sans aucune contrepartie, il prévoit 50 milliards d'économie sur le budget de l'Etat, au nom du remboursement de la dette publique, entre 2015 et 2017. Cela se traduira par :

- Moins 19 milliards pour l'Etat et ses agences,
- Moins 10 milliards pour les collectivités locales,
- Moins 10 milliards pour l'assurance maladie,
- Moins 11 milliards sur les prestations sociales.

Avec pour conséquences : moins de services publics, baisse des prestations et des remboursements par la sécurité sociale, blocage des pensions et des retraites ainsi que de l'allocation logement et de l'indemnité pour invalidité.

Le gouvernement berne les salariés quand il présente la réduction de leur cotisation sociale comme un moyen d'augmenter leur salaire : ce n'est qu'une vaste supercherie ! En réduisant cette partie « socialisée » du salaire, le gouvernement lamine immédiatement le budget de la sécurité sociale. Cela fait moins de rentrées d'argent dans les caisses et provoquera encore de nouvelles baisses de ses prestations, de ses remboursements, ce qui entrainera un transfert aux complémentaires santé qui augmenteront leur tarifs.

Ainsi, au nom de la compétitivité, le patronat, avec l'aide des différents gouvernements, a depuis plus de vingt ans transférés près de 10 % des richesses créées par le travail des salariés, soit près de 200 milliards d'euros par an en France, du monde du travail vers les profits.

De plus, depuis 20 ans, les réformes successives des retraites (1993, 2003, 2008, 2010) n'ont eu d'autres objectifs que de durcir les conditions d'obtention de la retraite et de réduire le niveau des pensions avec l'indexation des retraites sur les prix, puis la mise en place de la décote et les allongements de durée de cotisation.

Il y a de plus en plus de retraités, et particulièrement de femmes, qui vivent en dessous du seuil de pauvreté : 4,2 millions perçoivent le minimum contributif de 629 euros, chiffre en constante augmentation.

DETTE PUBLIQUE FRANÇAISE LE PLAN D'AUSTÉRITÉ





Face à ces projets néfastes, la seule solution est une mobilisation sociale forte pour mettre l'ensemble des mesures contenues dans le pacte de responsabilité en échec. Ces mesures d'austérité décidées par le gouvernement ne visent qu'une chose au final : satisfaire les appétits des grands actionnaires et limiter toute intervention sociale et citoyenne.

A contrario, pour sortir de la crise et des régressions sociales, il faut :

- ⇒ Augmenter de manière générale les salaires, les retraites et les minima sociaux d'au moins 300 €,
- ⇒ Investir dans l'emploi, la formation initiale et continue.
- ⇒ Supprimer les exonérations sociales et les cadeaux au patronat,
- ⇒ Répartir les richesses créées par le travail autrement en s'attaquant aux logiques capitalistes,
- ⇒ Abroger les augmentations de la TVA du 1er janvier 2014,
- ⇒ Rétablir le départ à la retraite à 60 ans et à 55 ans pour les métiers pénibles en se basant sur 37,5 annuités de cotisation prenant en compte les années d'études, de formation et d'inactivité forcée,
- ⇒ Garantir et développer l'ensemble des services publics de proximité pour répondre aux besoins des populations, notamment les hôpitaux publics et les centres de santé.

Par ces revendications générales l'Union Fédérale des Retraités de la FERC CGT exige :

- ⇒ Un taux de remplacement du salaire par la retraite et les pensions à 75 % du salaire brut et d'au minimum 1700 €,
- ⇒ Le retour de la revalorisation des pensions au 1^{er} janvier, calculée sur la base de l'évolution du salaire moyen,
- ⇒ Le rétablissement de la 1/2 part des veufs, veuves ou divorcé-és dans le calcul de l'impôt,
- ⇒ L'annulation de la décision de blocage du quotient familial,
- ⇒ La suppression de la taxe égale 0,3 % pour les retraités qui payent des impôts pour le financement de la perte d'autonomie (la loi n'étant toujours pas votée, l'argent prélevé est donc détourné de son affectation prévue),
- ⇒ La création d'une loi sur l'autonomie financée dans le cadre de la Sécurité Sociale.



NON les retraités ne sont pas des privilégiés, le Gouvernement doit l'entendre! Il faut mettre un coup d'arrêt à la politique de régression sociale à l'égard des retraités. La FERC CGT appelle l'ensemble des actifs et des retraités à agir de manière solidaire pour gagner sur nos revendications et à manifester le 3 juin 2014.

**LE 3 JUIN 2014
RASSEMBLEMENT 11 HEURES
PLACE JOFFRE FACE A LA TOUR EIFFEL**

Métro : Ecole Militaire

Pour un pique-nique de lutte qui sera suivi d'une manifestation nationale jusqu'au Ministère des personnes âgées.